

Mathias Dewatripont (professeur à l'ULB): "Le meilleur plan de relance, c'est de diminuer la circulation du virus le plus possible"

Entreprises & Start-up (/economie/entreprises-startup)

Interview

Ariane van Caloen et Vincent Slits

 Abonnés

Publié le 12-09-20 à 07h05 - Mis à jour le 12-09-20 à 07h06

Mathias Dewatripont, professeur de théorie monétaire et de microéconomie à l'ULB et membre du GEES, estime qu'êtré "classé zone rouge ne sera pas bon pour notre économie".

Professeur à l'ULB, Mathias Dewatripont faisait partie des dix membres du GEES, le groupe d'experts en charge de l'Exit strategy qui a été mis en place en avril, au moment du confinement en Belgique.

Mathias Dewatripont est l'invité éco

(<https://www.lalibre.be/dossier/economie/entreprises-startup/l-invite-eco-les-grands-entretiens-de-la-libre-eco-5e4160e2f20d5a72108e7b3a>).

Si ce professeur de théorie monétaire et de microéconomie, ancien directeur et vice-gouverneur de la Banque nationale de Belgique, a été choisi, c'est parce qu'il s'était intéressé au virus. *“Après mon retour de la Banque nationale en 2017, j'ai rejoint l'immunologue Michel Goldman à la codirection de l'Institute for Interdisciplinary Innovation in Healthcare sur les questions d'innovation, de prix des médicaments. Quand le Covid-19 est arrivé, on s'y est naturellement intéressé. Avec Michel, le virologue Marius Gilbert et d'autres, nous avons écrit un papier intitulé 'Preparing for a responsible lockdown exit strategy' qui a été publié dans Nature Medecine mi-avril. C'est comme cela que j'ai atterri dans ce groupe”*, raconte-t-il. Il fait aussi le lien avec ses responsabilités à la Banque nationale, où il était en charge de la régulation bancaire. *“Finalement, c'est aussi du risk management”*, commente-t-il. Sa candidature de directeur à la BNB avait été proposée par le parti socialiste, ce qui lui vaut une étiquette PS qui colle avec ses idées plutôt à gauche.

Quand on lui demande s'il se considère comme libre-penseur, Mathias Dewatripont répond qu'il se retrouve bien dans les idées développées dans l'ouvrage *Sapiens* de Yuval Noah Harari et les livres de Karen Armstrong. *“J'aime leurs interprétations des idées attribuées à Jésus, à Mahomet, deux personnes qui ont eu une influence énorme sur l'humanité. Parlaient-ils à Dieu ? J'ai mes doutes. Ce qui est important, c'est ce qu'ils ont dit sur la société.”*

Avec le recul, n'a-t-on pas été trop loin en confinant plusieurs mois l'économie belge

La Belgique a fait un "lockdown" total à partir de la mi-mars. Il était plus dur qu'en Suède par exemple, qu'aux Pays-Bas ou, au début, qu'au Royaume-Uni mais moins dur qu'en France, en Italie ou en Espagne. Mais je crois que ce "lockdown" était nécessaire, même s'il a représenté un choc d'offre très dur. À partir de début mai, on a relâché pas mal de choses et, aujourd'hui, la situation est incomparable par rapport à celle d'avril. Il y avait un consensus pour dire qu'il fallait d'abord aplanir la courbe des contaminations avant de rouvrir l'économie. J'ai le sentiment que cet épisode-là a été géré correctement.

Si une deuxième vague survient, serait-il encore supportable de reconfiner l'économie ?

Écoutez, j'ai lu un jour dans le Financial Times que les prévisions économiques avaient été inventées pour rendre l'astrologie respectable. C'est une blague évidemment mais, dans chaque blague, il y a un fond de vérité. En cas de deuxième vague, on peut quand même prédire que les gouvernements feront un maximum pour empêcher un nouveau "lockdown" à l'échelle du pays. Je crois que nous avons beaucoup appris depuis le début de cette crise et nous ne sommes pas dans la même situation qu'en mars : il y a les gestes barrières, les masques sont davantage utilisés, etc. Tout ce que l'on a appris, on va le garder.

Comment relancer la machine après un tel choc ?

Après un choc de l'offre à la mi-mars, nous assistons aujourd'hui clairement, après la réouverture d'une grande partie de l'économie, à un choc de la demande. Regardez les hôtels bruxellois : 50% sont fermés et les autres fonctionnent à 20% de leurs capacités ; ce qui s'explique par le fait que les gens ont peur de voyager. Aujourd'hui, Bruxelles n'attire vraiment plus beaucoup de touristes étrangers. Idem dans d'autres secteurs. Pour moi, le meilleur plan de relance, c'est de diminuer la circulation du virus le plus possible pour que les gens n'aient plus peur. La Belgique est une petite économie ouverte mais nous ne contrôlons pas ce que les gens pensent de nous et la manière dont on classe la Belgique dans telle ou telle zone. En termes de contaminations, nous sommes aujourd'hui, en Europe et par

habitant, parmi les dix pays les plus touchés, heureusement loin derrière l'Espagne ou la France. Nous étions plus proches de l'Espagne début août et devant la France. Ma lecture est donc que les mesures qui ont été prises fin juillet fonctionnent mais qu'il faut les moduler. Je ne suis pas favorable à l'idée qu'il faudrait liquider les bulles, réduire l'utilisation du masque... Être classé "zone rouge" en Europe ne sera pas bon pour notre économie.

Oui, mais le port du masque pénalise fortement un certain nombre de secteurs, comme la culture...

Les économistes ont l'habitude de réfléchir en termes d'équilibre général. Pour certains secteurs, c'est évidemment très difficile et ils souhaitent un relâchement supplémentaire. C'est compréhensible. Mais la gradation des mesures n'est pas arbitraire: elle est basée sur ce que l'on connaît de la dangerosité du virus.

Quelle sera finalement l'onde de choc de cette crise ?

On va voir ce que le virus va donner... Si, dans six mois, on a un super vaccin, les choses reviendront plus rapidement à la normale. Cette crise va probablement accélérer la digitalisation de l'économie, le commerce électronique et donc bénéficier aux Gafam, contrairement aux petits commerces ou aux shopping centers. C'est un changement de structure de l'économie et il y aura des perdants qu'il faudra soutenir.

Comment ?

Cela se fait déjà via des mesures comme le chômage temporaire ou le droit passerelle pour les indépendants. Mais cela coûte évidemment de l'argent. Et, indépendamment de ces aides, certains "business models" devront s'adapter et il faudra les aider.

Certains plaident pour l'instauration d'une taxe corona pour financer une partie de cette crise. Qu'en pensez-vous ?

Il faut d'abord observer que cette crise est inégalitaire. Certaines personnes peuvent télétravailler, d'autres pas. Et ce sont plutôt les mieux rémunérés qui peuvent télétravailler. Il y a également eu durant cette crise et pour certains – les fonctionnaires, ceux qui ont conservé leurs emplois dans les entreprises – de l'épargne "forcée" car une série de besoins n'étaient plus accessibles. Donc une taxe de solidarité sur les revenus 2020, qui exempterait idéalement les travailleurs essentiels, ceux qui ont des enfants en bas âge et qui ont dû s'en occuper – me semblerait une bonne idée pour financer une partie des plans de relance et amortir un peu le choc budgétaire.

Pour certains observateurs, le plus difficile reste à venir avec une multiplication des faillites...

Les entreprises ont, encore aujourd'hui, un accès assez généralisé au chômage temporaire. La question, c'est de savoir comment assurer la transition. Le système européen est meilleur que le système américain car il comporte des stabilisateurs automatiques – le chômage économique en est un – pour amortir le choc. Mais, par définition, le chômage économique convient à un choc temporaire. Quand une partie du choc devient plus permanente avec des changements structurels, la question se pose de la reconversion de certains secteurs. Il est clair qu'une bonne partie du problème est encore devant nous, d'autant que l'on ne sait pas ce que ce virus nous réserve à l'avenir. Il faudra accompagner socialement les perdants de la crise sans gaspiller l'argent public. Mais aussi avoir en Europe une véritable politique industrielle. Tous les Gafam sont basés aux États-Unis, pas en Europe. L'intelligence artificielle est essentiellement entre les mains des Américains et des Chinois. Dans le domaine des biotechnologies, il faudrait une stratégie beaucoup plus concertée au niveau européen, notamment dans la recherche et la production de vaccins.

"Il faut limiter les dommages collatéraux"

Les Gafam, qui ont profité de la crise, ne se sont-elles pas développées sans l'intervention de l'État américain ?

La politique de concurrence américaine est quasi inexistante, ce qui a joué en leur faveur. Cela existait avant Trump. Mais, comme l'explique très bien Thomas Philippon dans son livre, les grandes entreprises américaines ont tellement de pouvoir de marché que cela influence la distribution des revenus d'un point de vue macroéconomique. C'est un vrai problème que l'on constate avec l'accélération des Gafam. Quand Trump décide d'avoir la peau de Huawei, il fait les affaires de Google et Apple.

En fait, je crois que la globalisation ne s'en sort pas trop mal de cette crise, dans le sens où les chaînes de production n'ont pas été malmenées. On a continué à avoir des iPhone produits dans le monde entier. C'est vrai qu'on a manqué de masques et de tests mais, quand la demande est multipliée par 1000, l'offre prend un petit temps à augmenter. En tout cas, en termes de fragilité économique, je ne crois pas que la globalisation sorte perdante. Et l'idée que le virus s'est baladé un peu partout, c'était aussi vrai pour la grippe espagnole. Par contre, les défauts de la globalisation, à savoir l'inégalité, augmentent. Toutes ces grosses entreprises paient très peu d'impôts car elles arrivent à "jouer" un État contre l'autre.

L'Europe ne devrait-elle pas plus taxer ces multinationales ?

Je crois que le problème de la taxation en Europe va au-delà de ces grandes multinationales, dans la mesure où elle a organisé une concurrence fiscale extrême. Dans cette dimension-là, l'Europe est vraiment néo-libérale. Ce qu'imposent les grandes compagnies, américaines et autres, n'est pas soutenable. Un jour, les gens vont se révolter. Les gens qui paient aujourd'hui des impôts sont essentiellement ceux qui travaillent et les PME. Cela nécessite un minimum de coordination au niveau européen. Nos dirigeants politiques le savent mais ne voient pas comment résoudre le problème. Je crois assez fort que trop d'inégalités peut tuer le système capitaliste démocratique.

La leçon de la crise est-elle dès lors d'éviter qu'elle accroisse les inégalités ?

Tout le monde est d'accord pour dire que toute économie doit évoluer. Mais, d'un autre côté, il faut limiter les "dommages collatéraux". Il faudrait aussi réfléchir à la question de tous ces travailleurs œuvrant dans des secteurs essentiels et qui ne sont pas assez payés. On connaît les solutions, notamment en changeant la taxation. Dans nos pays, il faut en effet accompagner le changement pour qu'il soit socialement positif.

Pensez-vous que cette crise va se payer encore pendant trois à quatre générations ?

Je suis d'accord avec ce qu'a dit récemment le professeur Paul De Grauwe dans le Morgen, à savoir qu'il est inexact d'affirmer que cette crise sera un fardeau énorme pour les générations futures. Un pays vit au-dessus de ses moyens si sa balance courante – c'est-à-dire les exportations nettes de biens et services plus les revenus nets de facteurs de production et les transferts nets – est négative. Pas si son déficit budgétaire est négatif. La Belgique a aujourd'hui une balance courante plus ou moins en équilibre. Elle est un pays riche avec un État pauvre: en abrégé, les ménages accumulent des actifs à hauteur de la hausse de la dette publique. Évidemment, il y aura des gagnants et des perdants de la crise. Et, personnellement, je serais pour une redistribution qui tende à rééquilibrer la richesse de départ de chacun, même si ce n'est pas facile à faire.

Il y aura quand même des dommages pour tous ceux qui ne peuvent pas aller à l'école?

Vous relevez un point essentiel! Je trouve que cela vaut la peine d'être plus strict sur une série de mesures 'non scolaires' (bulles 'strictes', port plus généralisé du masque, etc), pour nos enfants, car cela vaut vraiment la peine de garder les écoles ouvertes. Et on ne veut pas se retrouver avec une reprise de l'épidémie aussi forte qu'en Espagne, qu'il convient de se résoudre à rendre obligatoire le port du masque pour les élèves à l'école primaire, suivant les recommandations de l'OMS de considérer cette mesure en cas de crise aiguë.

"La stratégie d'exit a été globalement positive"

Quel bilan tirez-vous de votre participation au Gees? On a beaucoup parlé de tensions et crispations avec le monde politique?

Je trouve quand même impressionnant que le politique a, à ce point, suivi les recommandations du GEES. Cette crise est quelque chose de tout nouveau. Les politiques se sont naturellement tournés vers les virologues et les épidémiologistes. Bien entendu, cela a parfois été tendu. Mais je trouve que la stratégie "d'exit" d'avril à juillet a globalement été positive. C'était évidemment parfois compliqué. En même temps, on demandait aux gens des restrictions de leurs libertés individuelles qu'on n'avait plus vues depuis 1945! "Parfois, je me disais: qu'est-ce que l'on fait ici? C'est dingue..." En plus les conséquences étaient dramatiques dans certains secteurs, comme l'Horeca ou l'événementiel. En tant qu'économiste, ma position était la suivante: il ne faut pas transiger sur les aspects sanitaires mais il faut compenser financièrement les perdants de cette crise. C'est évidemment plus facile à dire qu'à faire car le déficit file... La situation a donc parfois été tendue mais le dialogue est toujours resté positif.

Sur le même sujet

Dieter Vranckx, CEO de Brussels Airlines : "La mise en quarantaine est une mesure trop radicale"	(/economie/entreprises-startup/dieter-vranckx-ceo-de-brussels-airlines-la-mise-en-quarantaine-est-une-mesure-trop-radicale-5f525b699978e2322f6e550b)
Matthieu Pihery (Belambra) : "Cette crise ne marque pas un coup d'arrêt à notre développement"	(/economie/entreprises-startup/matthieu-pihery-belambra-cette-crise-ne-marque-pas-un-coup-d-arret-a-notre-developpement-5f088f4c9978e25031bb69de)

Les articles abonnés les + lus

1	Le discours glaçant de Donald (/international/amerique/le-discours-glacant-de-trump: "Je ne pense pas que donald-trump-je-ne-pense-pas-que-la-science-la science sache réellement" sache-reellement-5f60fa729978e2322f082dd8)
2	Jean-Luc Gala sceptique face (/belgique/societe/jean-luc-gala-sceptique-au discours des experts: "Ce face-au-discours-des-experts-ce-que-dit-erika-que dit Erika Vlieghe est faux" vlieghe-est-faux-5f6071b37b50a677fb8656f7)
3	En Espagne, le tourisme est à (/international/europe/en-espagne-le-tourisme-l'agonie: "Les touristes russes, est-a-l-agonie-les-touristes-russes-arabes-et-arabes et britanniques ont britanniques-ont-pratiquement-disparu-pratiquement disparu" 5f5a54589978e2322fbb3e7e)
4	Rencontre Russie-Biélorussie: (/international/europe/le-president-bielorusse-l'humiliation de Loukachenko en-visite-en-russie-5f5fb23e9978e2322ffdd333)
5	Mathias Dewatripont (/economie/entreprises-startup/l-invite-du-week-end-mathias-dewatripont-professeur-a-l-ulb-le-meilleur plan de relance, c'est meilleur-plan-de-relance-c-est-de-diminuer-la-de diminuer la circulation du circulation-du-virus-le-plus-possible-virus le plus possible" 5f5b730dd8ad5862190e2b5d)